

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : nommé un vendredi 13, aura-t-il du Pau ?	1
Montmirail : la CGT mène le combat pour les droits des salariés	2
Reims : Les TUR à nouveau en grève dimanche 22 décembre 2024	2
Châlons-en-Champagne : SDIS- Vers la fin du management dictatorial	3
Reims – Port Colbert : Arcelor - Valéo	3
Sézanne – Kenvue : laborieuse NAO	4
Reims : nous n'irons pas guincher chez les patrons-voyous	4
22 janvier 2025- Contre la casse de l'industrie	4
Message du secrétaire général de l'Union Départementale - Une trêve pour se ressourcer, une année de luttes à honorer	5

Édito : nommé un vendredi 13, aura-t-il du Pau ?



La nomination de François BAYROU comme Premier Ministre ne fait que confirmer l'obstination d'Emmanuel MACRON à poursuivre une politique sourde aux revendications des travailleurs et travailleuses. Après la censure méritée du gouvernement Barnier, ce choix apparaît comme une nouvelle provocation envers le monde du travail.

François BAYROU, figure emblématique du centrisme libéral, incarne parfaitement cette politique qui, sous couvert de « réformes nécessaires », continue de démanteler nos acquis sociaux et nos services publics. Son parcours politique est jalonné de prises de position en faveur de réformes antisociales, notamment sur les retraites et le droit du travail.

Cette nomination intervient dans un contexte social particulièrement tendu : suppressions massives d'emplois dans l'industrie, précarisation croissante des travailleurs, inflation galopante qui érode le pouvoir d'achat des ménages. Les dernières annonces de plans sociaux dans de nombreuses entreprises (Arcelor Mittal, Valéo, Boiron...) témoignent de l'urgence d'un changement radical de politique économique et sociale.

Nous ne pouvons que dénoncer ce nouveau casting gouvernemental qui s'inscrit dans la droite ligne des politiques néolibérales menées depuis des années. Nous appelons nos militants et l'ensemble du monde du travail à rester mobilisés et vigilants. Les premières déclarations du nouveau Premier Ministre laissent déjà présager de nouvelles attaques contre nos droits sociaux et notre modèle de protection sociale.

Face à ces menaces, notre réponse doit être claire : **nous ne laisserons pas ce nouveau gouvernement poursuivre le démantèlement de nos acquis sociaux.** Nous devons appeler à l'unité syndicale et à la mobilisation massive pour défendre les intérêts des travailleurs et imposer une autre politique, basée sur la justice sociale, la répartition des richesses et la préservation de nos services publics.

La nomination de François BAYROU ne change rien à notre détermination. Plus que jamais, la CGT sera aux côtés des travailleurs pour défendre leurs droits et porter leurs revendications. **La lutte continue, avec encore plus de détermination.**

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'UD CGT de la Marne



20 décembre 2024
#90

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



EN PLEINE CATASTROPHE À MAYOTTE, BAYROU S'EST RENDU AU CONSEIL MUNICIPAL DE PAU EN JET PRÉSIDENTIEL

Montmirail :

La CGT mène le combat pour les droits des salariés



Depuis le mois de novembre 2024, la CGT se tient aux côtés des salariés du Leader Price de Montmirail pour les accompagner dans leurs démarches administratives et judiciaires. Pour faire face à l'absence de salaires depuis trois mois, une cagnotte a été mise en place, atteignant à ce jour 1 100 €. La générosité collective, impulsée par la CGT, a permis de mobiliser des acteurs locaux pour aider les salariés. Le magasin Carrefour a offert des matières premières, permettant ainsi aux salariés de confectionner et vendre des crêpes, du vin chaud et du chocolat. La boulangerie locale a fourni des viennoiseries et des confiseries pour alimenter les stands tenus sur le marché de Noël. D'autres commerçants ont installé des boîtes de collecte dans leurs établissements. Grâce à ces initiatives, près de 3 000 € ont été récoltés pour soutenir les salariés.

Sur le plan judiciaire, la CGT a écrit au procureur de la République. L'avocat des salariés a également été reçu par ce dernier. Une audience au tribunal de commerce est prévue le 23 décembre 2024 pour demander le placement de l'entreprise en liquidation judiciaire. Parallèlement, une saisine du conseil des prud'hommes a été effectuée pour exiger le paiement des salaires non versés aux salariés.

La CGT est également impliquée dans le suivi du dossier du Leader Price de Saint-Dizier, qui se trouve dans une situation similaire. Avec le soutien de l'Union Départementale CGT de la Haute-Marne et de l'Union Locale de Saint-Dizier, des actions coordonnées sont menées pour défendre les droits des salariés. La mobilisation et la solidarité sont au cœur de l'action de la CGT, pour garantir justice et dignité aux salariés touchés par ces situations inacceptables.

Reims :

Les TUR à nouveau en grève dimanche 22 décembre 2024



Arnaud ROBINET a récemment claironné dans la presse locale sa volonté de ne pas rencontrer les représentants de la CGT des transports urbains de Reims. ([lire l'article du journal l'Union](#)). Le syndicat réclame depuis plusieurs semaines une réunion avec le président du Grand Reims, afin d'évoquer la multitude de problèmes posés par la réorganisation du réseau public de transport. Suite à cette prise de position de M. ROBINET, la CGT des TUR a transmis à la presse cet intéressant document d'archive :

De : Député Arnaud Robinet

Envoyé : mercredi 7 novembre 2012 16:07

À : SYNDICAT CGT TUR

Objet : RV A.ROBINET

Monsieur,

Arnaud ROBINET, Député, souhaiterait pouvoir vous rencontrer dès que possible afin d'aborder avec vous les problématiques qui vous occupent, concernant les transports.

Afin que l'on puisse convenir d'une date auriez vous la possibilité de bien vouloir me recontacter.

Vous en remerciant par avance,

Très respectueusement,

Muriel Rivière

Collaboratrice parlementaire

Ce n'est pas la girouette qui tourne mais c'est le vent ... A moins que le Président du Grand Reims et le député de la Marne ne soient plus une seule et même personne ... Quoi qu'il en soit, **une nouvelle grève aura donc lieu le dimanche 22 décembre**, conséquence directe de l'incompréhensible entêtement de M. ROBINET.

Châlons-en-Champagne : *SDIS- vers la fin du management dictatorial*



Plusieurs dizaines de pompiers du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) de la Marne, venus de tout le département, se sont réunis mardi 17 décembre devant le Conseil départemental à Châlons-en-Champagne. Le climat délétère, dénoncé depuis des mois par les organisations syndicales, a enfin été pris en compte par les élus du conseil d'administration.

Le management et le comportement du directeur départemental par intérim envers l'ensemble des agents en sont la cause principale. Plusieurs décisions ont été immédiatement prises à son encontre, notamment le retrait de toute autorité de signature concernant les notes de service et des opérations de secours, ainsi qu'un moratoire sur les dossiers structurants en attendant l'arrivée d'un nouveau directeur. Au vu des faits avérés, certains élus ont demandé que le directeur soit éloigné de ses fonctions avec obligation de télétravail, tandis que d'autres ont proposé sa destitution.

Le personnel du SDIS est en souffrance : plusieurs sont en arrêt maladie, d'autres ont quitté la profession et le moral est au plus bas. Tel est le bilan d'une situation qui aurait pu être atténuée, voire évitée, si les élus avaient pris en considération les nombreuses alertes des représentants du personnel.

Malheureusement, le SDIS de la Marne n'est pas une exception. La crise managériale est nationale : abus de pouvoir, harcèlements, crises d'autorité entachent nos services publics, rendant encore plus difficile l'exécution de nos missions.

Reims - Port Colbert : **Arcelor - Valéo** *non aux suppressions d'emplois !*



Chez Arcelor Mittal, la troisième réunion de négociation du plan « social » s'est tenue discrètement mardi 17 décembre. En cette occasion, comme à chaque réunion de négociation, les salariés se sont à nouveau rassemblés devant les grilles de l'usine à l'appel des organisations syndicales. Une plate-forme revendicative commune a été présentée mais très peu d'avancées ont été enregistrées lors de la négociation. Par ailleurs trois suppressions de postes en plus des 107 déjà prévues ont été annoncées.

Le rapport de forces se poursuit et une nouvelle réunion de négociation est prévue le mercredi 15 janvier 2025.

Chez Valéo (équipementier automobile), visée par la suppression de 84 postes sur 320, les négociations ont à peine commencé avec la signature d'un accord de méthode. Sur les 84 postes concernés, 51 seraient des licenciements contraints et 33 des départs volontaires. Les négociations se poursuivront en début d'année 2025.

La CGT dénonce la casse industrielle en cours et les suppressions massives d'emplois dans des groupes qui délocalisent leurs activités en dépit de profits colossaux.



Sézanne – Kenvue :

Laborieuse NAO

La NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) est toujours en cours dans l'usine Kenvue de Sézanne (ex-Johnson&Johnson), spécialisée dans la fabrication de produits pharmaceutiques. Une négociation qui achoppe encore sur la prise en compte des intérimaires dans les propositions d'augmentation.

Celles-ci s'élèvent à 3,5 %, comprenant les mesures générales et les mesures individuelles. Diverses primes ont aussi été abondées, mais la question des intérimaires et des nouveaux embauchés demeure. Une première date butoir pour la signature était prévue le 18 décembre, elle a été repoussée au 7 janvier 2025, après consultation des salariés qui aura lieu le 6 janvier.

Reims : *nous n'irons pas guincher chez les patrons-voyeurs*

Le député ALBERTINI et le sénateur CHEVALIER ont convié la CGT pour leurs vœux à la discothèque l'ATRIUM. Or la discothèque en question est loin d'être exemplaire en matière de respect du code du travail. La CGT a été sollicitée à cinq reprises pour accompagner des salariés confrontés à des convocations pour sanctions disciplinaires par cette direction. Dans chaque cas, les salariés ont obtenu gain de cause.

Ces procédures ne peuvent faire illusion. Elles ne peuvent gommer la souffrance vécue au quotidien par les salariés. Dans plusieurs cas, cette souffrance a conduit à des déclarations d'inaptitude au travail. Ces situations mettent en lumière une direction qui ne respecte, ni les droits des salariés, ni les délais légaux dans le traitement des dossiers. Pire encore, elle se permet d'infliger des sanctions disciplinaires sur la base de procédures suspendues pendant plus d'un an, pour ensuite les reprendre sans justification valable. Les témoignages font état d'intimidations récurrentes envers le personnel.

Face à une telle situation, la CGT a fait le choix de ne pas assister à ces vœux. Ce refus est un acte symbolique fort, visant à dénoncer une gestion

déshumanisante et irrespectueuse des règles élémentaires du droit du travail. Nous ne pouvons cautionner les pratiques d'une direction qui bafoue ainsi les droits des salariés. La CGT réaffirme son engagement auprès des salariés et elle sera toujours là pour défendre leurs droits et dénoncer les abus patronaux. Elle appelle les employeurs à respecter leurs obligations légales, afin de créer un environnement de travail digne et respectueux pour toutes et tous. ([Lire le courrier du secrétaire de l'UD](#)).

22 janvier 2025- *Contre la casse de l'industrie*



La FNIC CGT (Fédération Nationale des Industries Chimiques) a pris l'initiative **d'une journée d'action le 22 janvier 2025 contre la casse de l'industrie en France** avec un rassemblement à Bercy, devant le ministère de l'Économie et des Finances.

D'autres fédérations de l'industrie, mais aussi du secteur public se sont ralliées à cette proposition. Compte tenu de la casse en cours du tissu industriel dans le département de la Marne, l'Union Départementale entend participer à cette journée nationale d'action. ([lire le tract de la FNIC CGT](#))



Message du secrétaire général de l'Union Départementale

Une trêve pour se ressourcer, une année de luttes à honorer

Chers et chères camarades,

Alors que nous approchons des fêtes de fin d'année, c'est avec un mélange d'émotions que nous clôturons cette année 2024. Une année marquée par des fermetures d'usines, des vagues de licenciements, et des décisions injustes qui continuent de frapper durement le monde du travail.

Pour beaucoup d'entre nous, ces fêtes ne seront pas synonymes d'enchantement. Ce sont des familles qui voient leur avenir bouleversé, des collègues qui ont été brutalement remerciés, et des territoires laissés à l'abandon par un système qui privilégie toujours le profit au détriment de l'humain. Chaque emploi perdu est une blessure collective, chaque usine qui ferme est une attaque contre la dignité des travailleurs et la vitalité de nos régions.

Mais face à ces épreuves, nous avons également démontré une chose essentielle : la force de notre solidarité. Tout au long de cette année, dans les piquets de grève, dans les assemblées générales, dans la rue, nous avons tenu bon. Nous avons levé la voix pour rappeler que le travailleur n'est pas une variable d'ajustement et que nos droits ne sont pas à vendre.

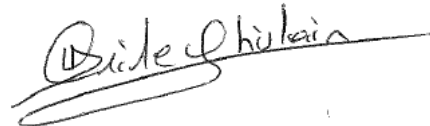
Ces fêtes, bien qu'amères pour certains, doivent être l'occasion de nous rappeler que nous sommes une force collective. C'est le moment de penser à celles et ceux qui, malgré les difficultés, continuent à se battre, à construire des alternatives et à défendre nos valeurs de justice sociale et de progrès.

Nous adressons tout particulièrement nos pensées aux camarades qui, dans cette période, font face à l'incertitude ou à la douleur. Que vous soyez confrontés à une perte d'emploi, à une précarité accrue ou à des combats locaux difficiles, sachez que vous n'êtes pas seuls. La CGT est et restera à vos côtés, dans les luttes comme dans les solidarités quotidiennes.

Alors, camarades, préparons-nous à reprendre la bataille pour une société plus juste, où chaque travailleur pourra vivre dignement. Rechargeons nos batteries et rendez-vous en 2025 pour continuer, ensemble, à porter haut nos combats.

Fraternellement,

Ghislain BRIDE





ensemble, on s'organise >

